

# BULLETIN OFFICIEL

## CONVENTIONS COLLECTIVES



BULLETIN OFFICIEL  
CONVENTIONS COLLECTIVES

# BULLETIN OFFICIEL CONVENTIONS COLLECTIVES

**FASCICULE N° 2014/46 DU 6 DÉCEMBRE 2014**

	<u>Pages</u>
<b>Ministère du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social....</b>	<b>1</b>
<b>Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt .....</b>	<b>(*)</b>

(\*) Aucun texte du ministère de l'agriculture dans le *BO* n° 46.

MINISTÈRE DU TRAVAIL,  
DE L'EMPLOI, DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE  
ET DU DIALOGUE SOCIAL

---

## CONVENTIONS COLLECTIVES

### SOMMAIRE DU FASCICULE N° 2014/46

#### CONVENTIONS, AVENANTS ET ACCORDS

	<u>Pages</u>
<b>Boucherie, boucherie-charcuterie</b> : avenant n° 41 du 4 septembre 2014 relatif au dialogue social .....	3
<b>Boucherie, boucherie-charcuterie</b> : avenant n° 42 du 11 septembre 2014 relatif à l'apprentissage et à l'insertion professionnelle .....	5
<b>Chimie (industries)</b> : accord du 25 septembre 2014 relatif à la répartition de la contribution au FPSP pour l'année 2014 .....	7
<b>Dentaires (laboratoires de prothèses)</b> : avenant n° 1 du 10 octobre 2014 à l'accord du 27 juin 2008 relatif au développement du paritarisme et au financement de la négociation collective .....	8
<b>Jardineries et graineteries</b> : avenant n° 3 du 26 septembre 2014 à l'accord du 11 juin 2009 relatif au régime de prévoyance.....	11
<b>Métallurgie (Thiers)</b> : avenant n° 72 du 26 septembre 2014 relatif aux taux effectifs garantis annuels pour l'année 2014.....	13
<b>Métallurgie (Thiers)</b> : avenant n° 73 du 26 septembre 2014 relatif aux rémunérations minimales hiérarchiques au 1 <sup>er</sup> octobre 2014.....	15
<b>Métallurgie (Thiers [travailleurs à domicile])</b> : avenant n° 74 du 26 septembre 2014 relatif aux salaires des travailleurs à domicile au 1 <sup>er</sup> novembre 2014 .....	17
<b>Textile (Roubaix-Tourcoing)</b> : accord du 16 septembre 2014 relatif au renouvellement des instances représentatives du personnel pour 2014.....	19
<b>Thermiques (équipements [OETAM])</b> : accord du 5 septembre 2014 relatif à la commission de validation des accords d'entreprise .....	27
<b>Thermiques (équipements [cadres, ingénieurs et assimilés])</b> : accord du 5 septembre 2014 relatif à la commission de validation des accords d'entreprise .....	32

Brochure n° 3101

**Convention collective nationale**

**IDCC : 992. – BOUCHERIE, BOUCHERIE-CHARCUTERIE,  
BOUCHERIE HIPPOPAGIQUE, TRIPERIE,  
COMMERCES DE VOLAILLES ET GIBIERS**

---

**AVENANT N° 41 DU 4 SEPTEMBRE 2014**

**RELATIF AU DIALOGUE SOCIAL**

NOR : ASET1451189M

**IDCC : 992**

---

Entre les parties soussignées, il est décidé de créer dans le cadre du développement du paritarisme pour les entreprises de la branche employant 10 salariés et plus ne relevant pas du secteur artisanal une association régie par la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901.

Cette association nommée « section nationale des grandes structures boucherie » a pour objet :

- de recevoir la totalité des fonds collectés par la CFBCT auprès des entreprises de la branche employant 10 salariés et plus, en application de l'accord paritaire relatif au développement du dialogue social dans l'artisanat, tel que codifié à l'article 10 de la présente convention collective, y compris la part interprofessionnelle, et de les reverser en totalité aux organisations désignées et selon la répartition définie dans le même article ;
- d'engager toutes études, de participer à l'information des négociateurs paritaires, à leur formation et à leurs rencontres ;
- d'engager des actions destinées à informer plus spécifiquement les entreprises employant 10 salariés et plus et leurs salariés sur les accords collectifs, sur l'évolution de la profession et tout particulièrement sur l'évolution de l'emploi.

**Article 1<sup>er</sup>**

Il est inséré après le troisième paragraphe de l'article 10 « Contribution au dialogue social » de la présente convention collective : « Section nationale des grandes structures boucherie », reprenant le texte ci-dessus.

**Article 2**

Le présent avenant fera l'objet d'un dépôt dans les conditions prévues aux articles L. 2231-6, L. 2261-1, L. 2262-8, D. 2231-2, D. 2231-3, D. 2231-7 et D. 2231-8 du code du travail et d'une demande d'extension dans les conditions fixées à l'article L. 2261-15 dudit code.

Fait à Paris, le 4 septembre 2014.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

**Organisations patronales :**

CNTF ;

CFBCT ;  
FBHF ;  
SNVD.

**Syndicats de salariés :**

FGTA FO ;  
CSFV CFTC ;  
FNAA CFE-CGC.

Brochure n° 3101

**Convention collective nationale**

IDCC : 992. – **BOUCHERIE, BOUCHERIE-CHARCUTERIE,  
BOUCHERIE HIPPOPAGIQUE, TRIPERIE,  
COMMERCES DE VOLAILLES ET GIBIERS**

---

AVENANT N° 42 DU 11 SEPTEMBRE 2014  
RELATIF À L'APPRENTISSAGE ET À L'INSERTION PROFESSIONNELLE

NOR : ASET1451190M

IDCC : 992

---

Entre :

La CNTF ;

La CFBCT ;

La FBHF ;

La SNVD,

D'une part, et

La FGTA FO ;

La CSFV CFTC ;

La FNAA CFE-CGC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>**

Entre les parties soussignées, il est décidé de modifier le premier alinéa du *d* « Insertion des jeunes en fin d'apprentissage » de l'article 30 « Financement de la formation » de la présente convention, rédigé comme suit :

« Pour financer les actions destinées à favoriser l'insertion dans l'univers professionnel national des jeunes en fin d'apprentissage, objectif prioritaire défini à l'article 28 de la présente convention, il a été institué une cotisation de 0,25 % de la masse salariale brute annuelle de l'exercice précédent, avec un montant de versement qui ne peut être inférieur à 55 €. »

**Article 2**

Le présent avenant prendra effet à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2015.



### **Article 3**

Le présent avenant fera l'objet d'un dépôt dans les conditions prévues aux articles L. 2231-6, L. 2261-1, L. 2262-8, D. 2231-2, D. 2231-3, D. 2231-7 et D. 2231-8 du code du travail et d'une demande d'extension dans les conditions fixées à l'article L. 2261-15 dudit code.

Fait à Paris, le 11 septembre 2014.

(Suivent les signatures.)

Brochure n° 3108

**Convention collective nationale**  
**IDCC : 44. – INDUSTRIES CHIMIQUES**  
**ET CONNEXES**

---

ACCORD DU 25 SEPTEMBRE 2014  
RELATIF À LA RÉPARTITION DE LA CONTRIBUTION AU FPSPP  
POUR L'ANNÉE 2014  
NOR : ASET1451181M  
IDCC : 44

---

Les parties signataires conviennent, pour la contribution au FPSPP 2014, et uniquement pour celle-ci, conformément à la réglementation en vigueur, de substituer à la répartition selon le même pourcentage entre la professionnalisation et le plan de formation une répartition équivalente des sommes en montant, cela sans modifier pour autant le total reversé au FPSPP.

Le présent accord sera déposé au ministère du travail à l'initiative de la partie la plus diligente.

Fait à Puteaux, le 25 septembre 2014.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

**Organisations patronales :**

UIC ;  
FNIEEC ;  
CSP ;  
FIPEC ;  
CSR ;  
FNCG ;  
FEBEA.

**Syndicats de salariés :**

FCMTE CFTC ;  
Fédéchimie CGT-FO ;  
CFE-CGC chimie.

Brochure n° 3254

**Convention collective nationale**

**IDCC : 993. – PROTHÉSISTES DENTAIRES  
ET PERSONNELS DES LABORATOIRES  
DE PROTHÈSES DENTAIRES**

---

AVENANT N° 1 DU 10 OCTOBRE 2014  
À L'ACCORD DU 27 JUIN 2008  
RELATIF AU DÉVELOPPEMENT DU PARITARISME  
ET AU FINANCEMENT DE LA NÉGOCIATION COLLECTIVE

NOR : ASET1451182M

IDCC : 993

---

**PRÉAMBULE**

Par le présent accord, les parties signataires confirment leur volonté de développer une politique de dialogue social et de négociations conventionnelles de qualité.

Afin de favoriser cette demande tout en tenant compte des différentes structures déjà mises en place, les parties signataires entendent définir le cadre du fonctionnement de leurs travaux afin de garantir le droit des salariés et des employeurs, et de mettre en œuvre les moyens et les financements appropriés aux missions.

En conséquence, il a été convenu :

- de renforcer l'expression de la branche professionnelle ;
- d'anticiper, de coordonner et d'accompagner l'application des dispositifs conventionnels ;
- de faciliter la présence des mandatés au sein des commissions paritaires, par la prise en charge des frais et le maintien des rémunérations ;
- de développer l'impact du dialogue social auprès des employeurs et des salariés ;
- de faciliter les actions valorisant les métiers de la branche ;
- d'encourager les politiques d'embauche en sensibilisant les acteurs de la branche professionnelle à l'évolution des emplois, des besoins de fonctionnement et de développement du paritarisme.

**Article 1<sup>er</sup>**

*Objet*

Les organisations signataires du présent accord ont créé une association dénommée « association paritaire des laboratoires de prothèses dentaires », chargée de la gestion des fonds du paritarisme, dont les statuts figurent en annexe du présent accord.

Placée sous l'autorité de la commission paritaire nationale de négociation, elle a pour objet :

- de gérer les contributions, de veiller à leur répartition conformément à l'affectation prévue par l'accord paritaire de branche ;
- et, plus généralement, d'assurer la communication, l'information, la formation et le suivi financier auprès de la commission paritaire nationale de négociation.

## **Article 2**

### *Champ d'application*

Le présent accord est applicable à tous les laboratoires de prothèses dentaires du territoire national et des départements d'outre-mer identifiés par le NAF rév. 2 sous le code 32.50A (ancien code NAF 331Bb) en tenant compte des textes légaux et réglementaires en vigueur.

Il constitue une annexe à la convention collective nationale du 18 décembre 1978, étendue par arrêté du 28 février 1979.

## **Article 3**

### *Financement du fonds d'aide au paritarisme*

Le financement du fonds d'aide au paritarisme est assuré par une cotisation annuelle à la charge des entreprises relevant du champ d'application défini à l'article 2 du présent accord.

Cette cotisation entièrement à la charge de l'employeur est égale à 0,15 % de la masse salariale brute servant d'assiette aux cotisations sociales, conformément à l'avenant n° 1 du 5 avril 2012 portant modification de l'accord multiprofessionnel du 24 avril 2003.

La collecte est réalisée par l'association paritaire nationale pour le développement du dialogue social dans le secteur artisanal des métiers de services et de production désignée ADSAMS.

## **Article 4**

### *Reversement de la contribution spécifique aux organisations syndicales*

Le montant total et global des contributions recueillies par l'APLPD, chargée de la gestion des fonds pour la branche couverte par la convention collective nationale des prothésistes dentaires et personnels des laboratoires de prothèses dentaires du 18 décembre 1978, sera affecté à 100 % au fonds dédié aux frais de fonctionnement du paritarisme selon la répartition prévue dans ses statuts annexés au présent accord.

L'association paritaire rendra compte, annuellement, à la commission paritaire nationale, de la manière dont seront utilisés les fonds ainsi collectés.

## **Article 5**

### *Date d'entrée en vigueur*

Le présent accord prend effet à la publication de son arrêté d'extension au *Journal officiel*.

## **Article 6**

### *Extension*

Le présent accord est fait en un nombre suffisant d'exemplaires originaux pour remise à chacune des parties signataires et dépôt dans les conditions prévues aux articles L. 2231-6, D. 2231-2, L. 2261-1 et L. 2262-8 du code du travail.

L'extension du présent accord sera demandée en application des articles L. 2261-15, L. 2261-24 et L. 2261-25 du code du travail.

## Article 7

### *Durée. – Révision. – Dénonciation*

Le présent accord est conclu pour une durée indéterminée. Il pourra être révisé, par avenant et par chaque partie signataire ou ayant adhéré en totalité ultérieurement, selon les modalités suivantes :

- toute demande de révision sera adressée par lettre recommandée avec avis de réception à chacune des parties signataires et adhérentes et comportera l'indication des dispositions dont la révision est demandée ainsi que les propositions de remplacement ;
- à la réception de la lettre, les parties susvisées devront ouvrir dans un délai de 3 mois maximum une négociation pour rédiger un avenant ou un nouvel accord ;
- les dispositions de l'accord dont la révision est demandée resteront en vigueur jusqu'à la date de publication au *Journal officiel* de l'arrêté d'extension faisant suite à la conclusion d'un avenant ou d'un nouvel accord.

L'avenant portant révision de tout ou partie de l'accord collectif se substitue de plein droit aux stipulations de l'accord qu'il modifie et est opposable, dans les conditions fixées aux articles L. 2231-6, D. 2231-2, L. 2261-1 et L. 2262-8 du code du travail, à l'ensemble des employeurs et des salariés liés par la convention ou l'accord collectif de travail.

L'accord pourra être dénoncé par les parties signataires, dans les conditions des articles L. 2222-6 et L. 2261-9, L. 2261-10, L. 2261-11, L. 2261-13 et L. 2261-14 du code du travail, en respectant un préavis de 3 mois.

Fait à Paris, le 10 octobre 2014.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

#### **Organisation patronale :**

UNPPD.

#### **Syndicats de salariés :**

FNISPAD ;

CSFV CFTC ;

FNSS CFDT ;

FSAS CGT ;

FO santé privée.

Brochure n° 3272

**Convention collective nationale**  
**IDCC : 1760. – JARDINERIES ET GRAINETERIES**

AVENANT N° 3 DU 26 SEPTEMBRE 2014  
À L'ACCORD DU 11 JUIN 2009  
RELATIF AU RÉGIME DE PRÉVOYANCE

NOR : ASET1451188M  
IDCC : 1760

**PRÉAMBULE**

Le présent avenant a pour objet de modifier les taux de cotisation prévus à l'article 1 F du titre III et à l'article 1 F du titre II.

**Article 1<sup>er</sup>**

L'article 1 F du titre III « Total des cotisations » est modifié comme suit :

*(En pourcentage.)*

COTISATION TOTALE DES CADRES	TA	TB/TC
Décès	0,93	0,39
Rente éducation	0,11	0,11
Incapacité, invalidité	0,77	0,93
Total	1,81	1,43

**Article 2**

L'article 1 F du titre II « Total des cotisations » est modifié comme suit :

*(En pourcentage.)*

COTISATION TOTALE DES NON-CADRES	TA/TB
Décès	0,15
Rente éducation	0,11
Incapacité, invalidité	0,44
Total	0,70

**Article 3**

*Formalités administratives*

Il sera établi un nombre suffisant d'exemplaires pour être remis à chacune des parties signataires et effectuer les formalités de dépôt.

Sous réserve, en application des dispositions transitoires de la loi n° 2008-789 du 20 août 2008, de l'absence d'opposition de la majorité en nombre des organisations syndicales de salariés représentatives dans la branche, le présent avenant fera l'objet de la procédure d'extension et d'élargissement conformément aux dispositions de l'article L. 911-3 du code de la sécurité sociale.

Les dispositions du présent avenant prendront effet le premier jour du mois suivant la date de publication au *Journal officiel* de son arrêté d'extension.

Fait à Paris, le 26 septembre 2014.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

**Organisation patronale :**

FNMJ.

**Syndicats de salariés :**

FNECS CFE-CGC ;

FGTA FO ;

CSFV CFTC ;

FS CFDT ;

CGT commerce.

**Convention collective d'arrondissement**

**IDCC : 1007. – INDUSTRIES MÉTALLURGIQUES, MÉCANIQUES,  
CONNEXES ET SIMILAIRES**

**(Thiers)**

**(11 avril 1979)**

(Etendue par arrêté du 16 mai 1980,  
*Journal officiel* du 8 juin 1980)

**AVENANT N° 72 DU 26 SEPTEMBRE 2014**

**RELATIF AUX TAUX EFFECTIFS GARANTIS ANNUELS**

**POUR L'ANNÉE 2014**

NOR : ASET1451185M

IDCC : 1007

Entre :

L'UIMM Auvergne,

D'une part, et

La CFDT ;

La CFTC ;

La CFE-CGC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>**

A compter de l'année 2014, les taux effectifs garantis annuels, établis sur la base d'un horaire hebdomadaire de 35 heures, soit 151,67 heures par mois, pour chacun des divers niveaux et échelons de la classification découlant de l'accord national du 21 juillet 1975 modifié, sont les suivants :

*(En euros.)*

NIVEAU	COEFFICIENT	TEGA
I	140	17 354
	145	17 431
	155	17 491
II	170	17 593
	180	17 687
	190	17 799



NIVEAU	COEFFICIENT	TEGA
III	215	18 223
	225	18 871
	240	19 886
IV	255	20 850
	270	21 918
	285	23 106
V	305	24 763
	335	27 066
	365	29 831
	395	31 947

## **Article 2**

Les taux effectifs garantis annuels comprennent les compensations pécuniaires versées pour l'ensemble des réductions de la durée du travail.

## **Article 3**

Les parties signataires réaffirment leur volonté de voir s'appliquer effectivement le principe de l'égalité de rémunération entre les hommes et les femmes pour un travail de même valeur.

Le respect de ce principe constitue un élément essentiel de la dynamique d'égalité professionnelle et de mixité des emplois indispensable au développement économique de notre société et à la reconnaissance de la place des femmes dans le monde du travail.

## **Article 4**

Le présent accord a été fait en un nombre suffisant d'exemplaires pour notification à chacune des organisations syndicales représentatives dans les conditions prévues à l'article L. 2231-5 du code du travail et dépôt dans les conditions prévues à l'article L. 2231-6 du même code.

Fait à Cournon-d'Auvergne, le 26 septembre 2014.

(Suivent les signatures.)

**Convention collective d'arrondissement**

**IDCC : 1007. – INDUSTRIES MÉTALLURGIQUES, MÉCANIQUES,  
CONNEXES ET SIMILAIRES**

**(Thiers)**

**(11 avril 1979)**

(Etendue par arrêté du 16 mai 1980,  
*Journal officiel* du 8 juin 1980)

**AVENANT N° 73 DU 26 SEPTEMBRE 2014**

**RELATIF AUX RÉMUNÉRATIONS MINIMALES HIÉRARCHIQUES**

**AU 1<sup>ER</sup> OCTOBRE 2014**

NOR : ASET1451186M

IDCC : 1007

Entre :

L'UIMM Auvergne,

D'une part, et

La CFDT ;

La CFTC ;

La CFE-CGC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>**

A compter du 1<sup>er</sup> octobre 2014, le barème des rémunérations minimales hiérarchiques (base 35 heures par semaine, 151,67 heures par mois) s'établit de la manière suivante :

a) Pour un coefficient hiérarchique égal ou supérieur à 170, le point unique est fixé à 4,90 €.

Les RMH sont calculées selon la formule :

Prix du point conventionnel (4,90) × coefficient hiérarchique.

Pour les coefficients hiérarchiques inférieurs au coefficient 170, la valeur du point (base 35 heures par semaine) est fixée à compter du 1<sup>er</sup> août 2014 à :

(En euros.)

COEFFICIENT HIÉRARCHIQUE	VALEUR DU POINT
140	5,68
145	5,53
155	5,28

- b) Toutes les RMH déterminées au paragraphe a, ci-dessus, sont majorées de 5 % pour les ouvriers.
- c) Toutes les RMH déterminées au paragraphe a, ci-dessus, sont majorées de 7 % pour les agents de maîtrise d'atelier.

## **Article 2**

Les parties signataires réaffirment leur volonté de voir s'appliquer effectivement le principe de l'égalité de rémunération entre les hommes et les femmes pour un travail de même valeur.

Le respect de ce principe constitue un élément essentiel de la dynamique d'égalité professionnelle et de mixité des emplois indispensable au développement économique de notre société et à la reconnaissance de la place des femmes dans le monde du travail.

## **Article 3**

Le présent accord a été fait en un nombre suffisant d'exemplaires pour notification à chacune des organisations syndicales représentatives dans les conditions prévues à l'article L. 2231-5 du code du travail et dépôt dans les conditions prévues à l'article L. 2231-6 du même code.

Fait à Cournon-d'Auvergne, le 26 septembre 2014.

(Suivent les signatures.)

Convention collective d'arrondissement

IDCC : 1007. – **INDUSTRIES MÉTALLURGIQUES, MÉCANIQUES,  
CONNEXES ET SIMILAIRES**

**(Thiers)**

**(11 avril 1979)**

(Etendue par arrêté du 16 mai 1980,  
*Journal officiel* du 8 juin 1980)

---

AVENANT N° 74 DU 26 SEPTEMBRE 2014

RELATIF AUX SALAIRES DES TRAVAILLEURS À DOMICILE

AU 1<sup>ER</sup> NOVEMBRE 2014

NOR : ASET1451187M

IDCC : 1007

---

Entre :

L'UIMM Auvergne,

D'une part, et

La CFDT ;

La CFTC ;

La CFE-CGC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Les salaires de base horaire des travailleurs à domicile seront les suivants à compter du 1<sup>er</sup> novembre 2014 :

- monteurs-cloueurs : 8,48 € ;
- monteurs-ajusteurs : 10,17 € ;
- polisseurs et trempés : 11,48 €.

Ces salaires s'entendent frais professionnels compris, à l'exception des monteurs-cloueurs, pour lesquels il n'existe aucuns frais professionnels.

Les parties signataires réaffirment leur volonté de voir s'appliquer effectivement le principe de l'égalité de rémunération entre les hommes et les femmes pour un travail de même valeur.

Le respect de ce principe constitue un élément essentiel de la dynamique d'égalité professionnelle et de mixité des emplois indispensable au développement économique de notre société et à la reconnaissance de la place des femmes dans le monde du travail.

Le présent accord a été fait en un nombre suffisant d'exemplaires pour notification à chacune des organisations syndicales représentatives dans les conditions prévues à l'article L. 2231-5 du code du travail et dépôt dans les conditions prévues à l'article L. 2231-6 du même code.

Fait à Cournon-d'Auvergne, le 26 septembre 2014.

(Suivent les signatures.)

**Convention collective locale**

**IDCC : 392. – INDUSTRIE TEXTILE DE ROUBAIX-TOURCOING**  
**(Vallée de la Lys)**  
**(20 octobre 1964)**

---

**ACCORD DU 16 SEPTEMBRE 2014**

**RELATIF AU RENOUVELLEMENT DES INSTANCES REPRÉSENTATIVES DU PERSONNEL  
POUR 2014**

NOR : ASET1451183M  
IDCC : 392

Le présent accord a pour objet d'organiser les élections en vue du renouvellement du mandat des membres des instances représentatives du personnel (comité d'entreprise, délégués du personnel, délégation du personnel constituant la délégation unique du personnel au comité d'entreprise).

Conformément aux dispositions légales relatives à la durée des mandats et aux dispositions particulières des articles 15 f, alinéa 3, et 32 de la convention collective de l'industrie textile de Roubaix-Tourcoing, vallée de la Lys, le renouvellement du mandat des membres des comités d'entreprise et des délégués du personnel, constituant ou non la délégation unique du personnel, aura lieu aux dates suivantes :

- premier tour : du lundi 3 novembre au lundi 17 novembre inclus ;
- deuxième tour : du mardi 18 novembre au mardi 2 décembre inclus.

Les élections des délégués du personnel et des membres des comités d'entreprise (premier et second tours) auront lieu à la même date.

**Annonce des élections et affichage des listes**

Les employeurs ayant l'intention d'opter pour la mise en place de la délégation unique du personnel devront, préalablement à l'annonce des élections, informer et consulter les délégués du personnel et, s'il existe, le comité d'entreprise sur la mise en place de cette institution.

Les élections seront annoncées par un avis affiché dans tous les ateliers par les soins de l'employeur, 1 mois à l'avance, au plus tard pour le mardi 1<sup>er</sup> octobre 2014.

La liste des électeurs et celle des éligibles devront être établies et affichées dans les locaux de travail, au plus tard pour le mercredi 15 octobre 2014.

Dans les établissements de plus de 200 personnes salariées, la liste des électeurs et celle des éligibles devront être établies et affichées séparément dans chaque atelier d'une certaine importance, les listes générales restant affichées à l'emplacement réservé habituellement à cet effet.

Figureront sur ces listes les travailleurs qui seront régulièrement inscrits sur les registres de l'entreprise et rempliront, à la date du premier tour, les conditions requises d'électorat et d'éligibilité.

Dans les entreprises où les élections auront lieu ultérieurement dans le courant de l'année, ces conditions devront être appréciées à la date prévue pour le scrutin.

Les réclamations au sujet de ces listes et les contestations relatives à l'électorat et à l'éligibilité devront être formulées au moins 4 jours ouvrables avant le jour fixé pour les élections.

#### Présentation des candidats

Les organisations syndicales de salariés établiront leurs listes de candidats, qu'elles feront parvenir au syndicat patronal pour le vendredi 24 octobre 2014 au soir, avec copie adressée simultanément à l'employeur ou au chef d'établissement intéressé au plus tard 4 jours ouvrables avant le jour du scrutin, avec copie au syndicat patronal <sup>(1)</sup>.

Dans l'un ou l'autre cas, une copie de la liste des candidats sera adressée à l'inspecteur du travail chargé du contrôle de l'entreprise.

Ces listes seront affichées dès réception dans l'entreprise.

#### Second tour de scrutin

Un second tour de scrutin sera organisé :

- si tous les sièges n'ont pas été pourvus au premier tour ;
- si 4 jours ouvrables avant le jour fixé pour le premier scrutin le chef d'établissement n'a reçu des organisations syndicales aucune liste de candidats ;
- si le quorum n'a pas été atteint.

Le chef d'entreprise invitera alors son personnel par voie d'affichage intérieur à constituer une ou plusieurs listes de candidats et le scrutin ne pourra avoir lieu avant un délai de 15 jours par rapport à la date primitivement fixée.

Les employeurs informeront les organisations syndicales et le syndicat patronal de la date fixée pour le second scrutin.

A ce second scrutin, les électeurs pourront voter pour des listes autres que celles présentées par les organisations syndicales.

#### Procès-verbal de carence

Dans le cas où aucune candidature ne se serait déclarée pour le mardi 2 décembre 2014 au plus tard, le chef d'entreprise enverra au syndicat patronal un procès-verbal de carence en trois exemplaires signés par l'électeur le plus jeune et par l'électeur le plus ancien. Deux de ces exemplaires seront adressés à l'inspection du travail.

La liste des procès-verbaux de carence sera adressée pour le mardi 30 décembre 2014 à chaque organisation syndicale signataire du présent accord par les soins du syndicat patronal.

#### Conditions d'électorat

Conformément aux dispositions du code du travail, sont électeurs les salariés des deux sexes âgés de 16 ans accomplis à la date du premier tour, travaillant depuis 3 mois au moins dans l'entreprise et n'ayant encouru aucune des interdictions, déchéances ou incapacités relatives à leurs droits civiques (cf. art. L. 2314-5 et L. 2324-14 du code du travail).

#### Conditions d'éligibilité

Sont éligibles, à l'exception des conjoints, partenaires liés par un pacte civil de solidarité, concubins, ascendants, descendants, frères et sœurs et alliés au même degré du chef d'entreprise, les électeurs âgés de 18 ans accomplis à la date du premier tour, ayant travaillé dans l'entreprise depuis 1 an au moins.

---

(1) En cas de vote par correspondance, il est conseillé de respecter au moins 8 jours entre la date limite de dépôt des candidatures et le jour du scrutin.

## Répartition des postes à pourvoir

Il est rappelé que la convention nationale de l'industrie textile a fixé le nombre de collèges comme suit :

- deux collèges (ouvriers-employés et cadres-maîtrise) dans les établissements de moins de 200 salariés ;
- trois collèges (ouvriers, employés et cadres-maîtrise) dans les établissements de 200 à 500 salariés ;
- quatre collèges (ouvriers, employés, agents de maîtrise, cadres) dans les établissements de plus de 500 salariés.

### A. – Comité d'entreprise <sup>(1)</sup>

La répartition des sièges attribués entre ces collèges devra être la suivante :

NOMBRE de salariés dans l'entreprise (*)	OUVRIERS Employés		MAÎTRISE Cadres	
	T	S	T	S
De 50 à 74	3	2	1	1
De 75 à 99	3	3	1	1
De 100 à 200	4	2	2	2
(*) Les effectifs pris en considération pour déterminer le nombre de sièges à pourvoir sont appréciés au jour de l'affichage des listes d'électeurs et d'éligibles dans l'établissement. En outre, conformément à l'article L. 2324-11, dernier alinéa, et à l'article 29 G de la CCN textile : « Dans les entreprises, quel que soit leur effectif, dont le nombre d'ingénieurs, chefs de service et cadres administratifs, commerciaux ou techniques assimilés sur le plan de la classification est au moins égal à 25 au moment de la constitution ou du renouvellement du comité, ces catégories constituent un troisième collège. »				

NOMBRE de salariés dans l'entreprise	OUVRIERS		EMPLOYÉS		MAÎTRISE Cadres	
	T	S	T	S	T	S
De 201 à 500	5	2	1	1	2	2

NOMBRE de salariés dans l'entreprise	OUVRIERS		EMPLOYÉS		TECHNICIENS et agents de maîtrise		INGÉNIEURS et cadres	
	T	S	T	S	T	S	T	S
De 501 à 1 000	6	5	1	1	2	1	1	1
De 1 001 à 2 000	8	5	2	1	2	2	1	1
De 2 001 à 3 000	9	5	2	1	2	2	2	1
Plus de 3 000	10	5	3	1	2	2	2	1

### B. – Délégués du personnel <sup>(1)</sup>

La répartition des sièges attribués aux délégués du personnel se fera comme suit.

(1) Pour certaines entreprises de la vallée de la Lys, il est rappelé qu'un accord du 10 mars 1972 a admis que les dispositions de l'accord « Vallée de la Lys » du 21 novembre 1967 abrogé subsisteront à titre d'usage dans les entreprises où cet accord avait permis l'acquisition effective d'avantages particuliers.



NOMBRE de salariés dans l'entreprise (*)	OUVRIERS Employés		MAÎTRISE Cadres	
	T	S	T	S
De 11 à 25 (**)	1	1	–	–
De 26 à 50	2	1	–	1
De 51 à 99	2	2	1	1
De 100 à 174	4	3	2	1
De 175 à 199	4	4	2	2
(*) Les effectifs pris en considération pour déterminer le nombre de sièges à pourvoir sont appréciés au jour de l'affichage des listes d'électeurs et d'éligibles dans l'établissement. (**) Conformément aux dispositions de l'article L. 2314-9 du code du travail, les délégués du personnel sont, dans cette tranche d'effectif, élus par un collège électoral unique regroupant l'ensemble des catégories professionnelles.				

NOMBRE de salariés dans l'entreprise	OUVRIERS		EMPLOYÉS		MAÎTRISE Cadres	
	T	S	T	S	T	S
De 200 à 499	5	3	2	1	2	1

NOMBRE de salariés dans l'entreprise	OUVRIERS		EMPLOYÉS		TECHNICIENS et agents de maîtrise		INGÉNIEURS et cadres	
	T	S	T	S	T	S	T	S
De 500 à 999	6	4	2	1	2	1	1	1
De 1 000 à 1 249	8	4	2	1	2	1	1	1
De 1 250 à 1 499	8	4	2	1	2	1	1	1
De 1 500 à 1 749	8	4	3	1	3	1	1	1
De 1 750 à 1 999	8	4	3	1	3	1	1	1
De 2 000 à 2 249	9	4	3	1	3	1	2	1
De 2 250 à 2 499	9	4	3	1	3	1	2	1
De 2 500 à 2 749	10	5	3	1	3	1	2	1
De 2 750 à 2 999	10	5	3	1	3	1	2	1
De 3 000 à 3 249	11	5	4	1	3	1	2	1
De 3 250 à 3 499	11	5	4	1	3	1	2	1

Pendant toute la période où, dans une entreprise ou un établissement de 50 salariés et plus, il n'y a pas de comité d'entreprise ou de CHSCT, le nombre de délégués et la répartition des sièges, conformément à l'article R. 2314-2 du code du travail, sont fixés comme suit.

NOMBRE de salariés dans l'entreprise	OUVRIERS Employés		MAÎTRISE Cadres	
	T	S	T	S
De 50 à 74	2	2	1	1
De 75 à 99	3	3	1	1
De 100 à 124	4	4	1	1

NOMBRE de salariés dans l'entreprise	OUVRIERS Employés		MAÎTRISE Cadres	
	T	S	T	S
De 125 à 149	4	4	2	2
De 150 à 174	5	5	2	2
De 175 à 199	5	5	3	3

### C. – Délégation unique du personnel <sup>(1)</sup>

La répartition des sièges attribués se fera comme suit :

NOMBRE de salariés dans l'entreprise (*)	OUVRIERS Employés		MAÎTRISE Cadres	
	T	S	T	S
De 50 à 74	2	2	1	1
De 75 à 99	3	3	1	1
De 100 à 124	4	4	1	1
De 125 à 149	4	4	2	2
De 150 à 174	5	5	2	2
De 175 à 199	5	5	3	3

(\*) Les effectifs pris en considération pour déterminer le nombre de sièges à pourvoir sont appréciés au jour de l'affichage des listes d'électeurs et d'éligibles dans l'établissement.

### D. – Dispositions particulières

Par accord entre l'employeur et les organisations syndicales concernées, des dispositions seront prises pour faciliter, s'il y a lieu, la représentation des salariés travaillant en équipes successives ou dans des conditions qui les isolent de l'ensemble des autres salariés.

#### Organisation du scrutin

Conformément aux dispositions du code du travail, les organisations syndicales intéressées sont invitées par le chef d'entreprise à négocier le protocole d'accord préélectoral.

Les dates et heures de commencement et de fin de scrutin ainsi que l'organisation de celui-ci seront déterminées dans l'établissement par accord entre la direction et un membre du personnel mandaté par chaque organisation syndicale habilitée à présenter une liste. Cet accord, écrit et signé, devra prévoir notamment, pour les élections tant des titulaires que pour celles des suppléants, les

(1) Pour certaines entreprises de la vallée de la Lys, il est rappelé qu'un accord du 10 mars 1972 a admis que les dispositions de l'accord « Vallée de la Lys » du 21 novembre 1967 abrogé subsisteront à titre d'usage dans les entreprises où cet accord avait permis l'acquisition effective d'avantages particuliers.

Dans ces entreprises, la répartition des sièges composant la délégation unique du personnel se fera comme suit :

NOMBRE DE SALARIÉS dans l'entreprise	OUVRIERS Employés		MAÎTRISE Cadres	
	T	S	T	S
De 50 à 75	3	3	1	1
De 76 à 100	4	4	1	1
De 101 à 149	5	5	1	1
De 150 à 174	5	5	2	2
De 175 à 199	5	5	3	3

modalités de vote par correspondance des électeurs absents (malades, accidentés, en congés, etc.) aux jours fixés pour le ou les scrutins.

Pour le jour du scrutin, il sera établi des bulletins de couleurs différentes pour les candidats titulaires et suppléants. S'il y a accord majoritaire des organisations syndicales présentant des listes de candidats dans l'entreprise ou l'établissement, il pourra être fait usage de bulletins de couleurs distinctes pour différencier ces listes.

Le bureau électoral de chaque section de vote sera composé d'un ou deux électeurs les plus anciens de l'entreprise, l'atelier ou le service et d'un ou deux plus jeunes présents à l'ouverture et acceptant. La présidence appartiendra au plus ancien.

Seules les personnes désignées au paragraphe ci-dessus pourront se tenir en permanence dans la salle de vote pendant les opérations électorales.

Conformément aux articles L. 2314-24 (pour l'élection des délégués du personnel) et L. 2324-22 (pour l'élection des membres du comité d'entreprise) du code du travail, le scrutin pour le renouvellement des mandats comporte deux tours.

Conformément à la loi, et en particulier aux articles ci-dessus, et aux articles L. 2314-21 (pour l'élection des délégués du personnel) et L. 2324-19 (pour l'élection des membres du comité d'entreprise) du code du travail, l'élection des titulaires et suppléants a lieu le même jour lors de chacun de ces deux tours par des votes séparés.

Néanmoins, dans le cas où des organisations syndicales auraient précisé que leurs candidats titulaires non élus seraient automatiquement présentés comme suppléants, la date des élections des suppléants pourra être négociée dans le cadre du protocole préélectoral afin que l'élection des suppléants n'ait lieu qu'après un délai minimal de 48 heures suivant l'élection des titulaires et, en cas de vote par correspondance, dans un délai suffisant pour organiser celui-ci.

Hormis le cas où il est procédé à l'élection d'une délégation unique du personnel :

- il y a lieu de faire un vote distinct pour le comité d'entreprise et pour les délégués du personnel ;
- les élections se déroulant à la même date pour les comités d'entreprise et pour les délégués du personnel, les opérations devront s'effectuer dans des salles distinctes.

Toutes dispositions devront être prises pour que le personnel, travaillant par poste ou de nuit, puisse participer au vote pendant ses heures de travail.

Les directions d'entreprise s'attacheront, en accord avec les représentants des organisations syndicales de salariés, à organiser le scrutin au jour et heure où le maximum de salariés sera présent au travail.

Une attention particulière sera accordée aux salariés absents pour cause de prise de jours RTT, compte tenu des modalités d'application de ce dispositif dans l'entreprise.

Pour les usines à marche continue et là où les conditions de travail l'exigent éventuellement, les opérations de vote pourront exceptionnellement s'étendre sur 2 jours.

Des modalités de vote par correspondance pourront être retenues et définies, dans le respect des conditions légales et réglementaires, à chaque fois que nécessaire et notamment pour permettre aux électeurs absents de l'entreprise (maladie, déplacement, congés, etc.) de participer au scrutin.

### Vote préférentiel

Il ne sera tenu compte des modifications apportées par le vote préférentiel dans l'ordre de présentation des candidats d'une liste (une croix ou un point) que lorsque la majorité des électeurs de cette liste en aura fait usage.

Les candidats seront déclarés élus selon l'ordre de présentation des listes. Il ne sera tenu compte des radiations des noms pour modifier cet ordre que si la majorité des électeurs a fait usage de cette faculté.

Par contre, pour déterminer la moyenne de suffrages d'une liste, il sera tenu compte des radiations, quel qu'en soit le nombre. On calculera le nombre de voix obtenues pour chaque liste en divisant le total des voix des candidats de cette liste par le nombre de ceux-ci.

#### Délai de contestation

Les signataires de l'accord s'engagent à présenter les cas litigieux devant la commission paritaire, avant de les porter devant les tribunaux compétents.

La commission paritaire devra statuer dans les 3 jours ouvrables qui suivent la publication de la liste électorale lorsqu'il s'agit de contestation relative à l'électorat et dans les 10 jours qui suivent l'élection en cas de contestation sur la régularité des élections.

Ce n'est qu'en cas d'échec de la réunion paritaire que le recours devant les tribunaux sera poursuivi.

#### Compte rendu des élections

Les résultats du scrutin pour chaque collège sont établis et consignés par les membres du ou des bureaux de vote dans un procès-verbal rédigé en plusieurs exemplaires et, aussitôt le scrutin dépouillé, signé par les membres du ou des bureaux de vote.

Un exemplaire sera remis le jour même à chaque candidat et un autre sera affiché dans l'entreprise dès le lendemain des élections.

Un compte rendu d'ensemble des opérations électorales sera établi par la direction de l'entreprise qui, pour le vendredi 5 décembre 2014, l'adressera au syndicat patronal textile en quatre exemplaires auxquels seront joints autant d'exemplaires du compte rendu qu'il y aura eu de listes de candidats présentées par les organisations syndicales intéressées.

#### Elections en cours d'année

Lorsqu'une organisation syndicale présente, en cours d'année, une liste de candidats aux fonctions de membres du comité d'entreprise ou de délégués du personnel ou de délégués du personnel constituant la délégation du personnel au comité d'entreprise dans un établissement où un procès-verbal de carence a été établi, la date des élections devra être fixée dans un délai de 3 semaines au plus tôt et de 6 semaines au plus tard à compter du jour de la réception de la liste par le syndicat patronal, qui avertira les autres organisations.

Le fait qu'une liste unique, même incomplète, soit présentée ne fait pas obstacle à la consultation électorale.

Conformément aux dispositions de l'article 15 *f* de la convention collective de Roubaix-Tourcoing, vallée de la Lys, les organisations syndicales conviennent que le mandat des représentants du personnel élus en cours d'année dans les entreprises où il n'y aura pas eu d'élections aux dates prévues ci-dessus sera écourté et renouvelable à la prochaine date fixée collectivement pour le renouvellement des mandats.

#### Protection des membres des comités d'entreprise et des délégués du personnel

Pour l'application des dispositions de la loi du 28 octobre 1982 et du décret du 8 juin 1983 concernant la protection des membres des comités d'entreprise et des délégués du personnel et des candidats à ces fonctions, il est décidé que :

- la date d'expiration du mandat des membres des comités d'entreprise et des délégués du personnel en exercice portant point de départ du délai de 6 mois est celle du jour de l'élection dans l'entreprise ;

- le point de départ de la protection de 6 mois pour les candidats aux fonctions de délégués du personnel et pour les candidats aux fonctions de membre d'un comité d'entreprise est le jour d'envoi des listes de candidatures à la direction de l'entreprise.

#### Durée du mandat

Les membres du comité d'entreprise sont désignés pour une durée de 2 ans (art. 33 G de la convention collective textile).

Les délégués du personnel constituant ou non la délégation unique du personnel sont élus pour une durée de 2 ans (art. 10 *bis* G de la convention collective textile).

#### Affichage

Ces dispositions seront obligatoirement affichées dans les entreprises jusqu'au mardi 2 décembre 2014.

Fait à Tourcoing, le 16 septembre 2014.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

#### **Organisation patronale :**

UIT Nord.

#### **Syndicats de salariés :**

CGT ;

CFTC ;

CFE-CGC.

Brochure n° 3042

Conventions collectives nationales

**ÉQUIPEMENTS THERMIQUES**

IDCC : 998. – **Exploitation d'équipements thermiques  
et de génie climatique  
(Ouvriers, employés, techniciens et agents de maîtrise)**

IDCC : 1256. – **Entreprises de gestion d'équipements thermiques et de climatisation  
(Cadres, ingénieurs et assimilés)**

---

ACCORD DU 5 SEPTEMBRE 2014

RELATIF À LA COMMISSION DE VALIDATION DES ACCORDS D'ENTREPRISE

NOR : ASET1451180M

IDCC : 998

---

PRÉAMBULE

Les signataires du présent accord :

Rappellent que le présent accord s'inscrit dans le prolongement des dispositions des articles 6 « Droit syndical et liberté d'opinion » et 7 « Délégués du personnel et comités d'entreprise » de la convention collective rappelée ci-dessus ainsi que de l'accord sur le dialogue social conclu le 18 mai 2006 ;

Réaffirment l'importance qu'ils attachent au dialogue social et à la négociation collective avec l'ensemble des organisations syndicales représentatives dans le champ d'application de la convention collective précitée ;

Soulignent plus particulièrement leur volonté de favoriser le dialogue social et de développer les négociations dans toutes les entreprises de la branche afin de permettre à tous les salariés de participer plus étroitement à la vie de l'entreprise ;

Rappellent que la loi du 20 août 2008 portant rénovation de la démocratie sociale a fixé de nouvelles règles permettant à la représentation élue du personnel, en l'absence de délégué syndical, de pouvoir négocier et conclure des accords collectifs de travail ;

Soulignent que ces accords ne peuvent porter que sur des mesures dont la mise en œuvre est subordonnée par la loi à un accord collectif (art. L. 2232-21 du code du travail), à l'exception des accords collectifs mentionnés à l'article L. 1233-21 ;

Rappellent également que l'article L. 2232-21 du code du travail stipule notamment que la commission paritaire de branche se prononce sur la validité des accords qui lui sont présentés ;

Constatent qu'aucun accord de branche ne permet à la représentation élue du personnel de conclure de tels accords en l'absence de délégués syndicaux.

En conséquence, les signataires du présent accord conviennent de mettre en place une commission paritaire nationale de validation dont le rôle, la mission, la composition, les pouvoirs et l'organisation sont définis comme suit.

## **Article 1<sup>er</sup>**

### *Champ d'application*

Le présent accord s'applique aux entreprises qui relèvent de la convention collective nationale des OETAM de l'exploitation d'équipements thermiques et de génie climatique.

## **Article 2**

### *Rôle de la commission*

La commission a pour rôle d'examiner si les accords conclus en l'absence de délégués syndicaux dans l'entreprise ou l'établissement dans les entreprises de moins de 200 salariés ou de délégué du personnel désigné comme délégué syndical dans les entreprises de moins de 50 salariés en application des articles L. 2232-21 et suivants du code du travail peuvent être validés.

Dans ce cadre, conformément à l'article L. 2232-22 du code du travail, elle est appelée à contrôler que l'accord collectif qu'elle est invitée à examiner est conforme aux dispositions législatives, réglementaires ou conventionnelles applicables.

## **Article 3**

### *Composition de la commission*

La commission paritaire nationale, présidée par le président de la commission sociale de la FEDENE ou par son représentant, est composée :

- d'un membre de chaque organisation syndicale de salariés représentative dans le champ d'application de la convention collective précitée parmi les deux représentants désignés par chacune d'elles ;
- d'un nombre au plus égal de représentants de la FEDENE.

Si un membre de la commission fait partie de l'entreprise dans laquelle l'accord collectif soumis à validation a été conclu, ce membre ne peut pas siéger à la réunion de la commission lors de l'examen de cet accord.

## **Article 4**

### *Secrétariat de la commission*

Le secrétariat de la commission est situé au siège de la FEDENE et assuré par elle.

Les noms et coordonnées des membres de la commission lui sont transmis par les instances qui les ont désignés.

## **Article 5**

### *Information des organisations syndicales représentatives dans la branche*

Conformément aux dispositions de l'article L. 2232-21 du code du travail, l'employeur informe les organisations syndicales représentatives dans la branche de sa décision d'engager des négociations. Cette information doit se faire par lettre recommandée avec avis de réception adressée aux organisations syndicales représentatives au plan national citées en annexe dans un délai de 15 jours calendaires avant l'ouverture de la négociation. Elle doit indiquer l'objet de la négociation.

## **Article 6**

### *Saisine de la commission*

La saisine de la commission est effectuée par la partie la plus diligente dans les formes prévues par la loi du 20 août 2008, par lettre recommandée adressée au secrétariat de la commission accompagnée du dossier constitué des éléments récapitulés ci-dessous :

- une copie de la lettre d’information préalable rappelée à l’article 5 ci-dessus ;
- une copie de l’avis de réception de la lettre d’information préalable ;
- un document indiquant l’effectif de l’entreprise calculé selon les règles fixées par l’article L. 1111-2 du code du travail ;
- un exemplaire de l’original de l’accord soumis à validation en version papier indiquant sa date de signature et un exemplaire en version numérique ;
- le double du formulaire Cerfa de procès-verbal des dernières élections des représentants du personnel ayant conclu l’accord et, le cas échéant, le procès-verbal de carence aux dernières élections du comité d’entreprise ;
- les nom et adresse de l’entreprise, la nature de l’instance représentative au sein de laquelle l’accord a été signé.

## **Article 7**

### *Convocation de la commission*

Dès lors que le dossier est complet, le secrétariat de la commission adresse aux représentants de chaque organisation syndicale de salariés représentative dans le champ d’application de la convention collective précitée et à leur fédération nationale :

- au plus tôt une lettre indiquant la date fixée pour la tenue de la commission ;
- au moins 3 semaines calendaires avant cette date le dossier complet tel que défini à l’article 6.

## **Article 8**

### *Temps passé et remboursement des frais engagés*

Le représentant et son remplaçant bénéficieront d’un temps de préparation de 1 demi-journée.

Ce temps de préparation, le temps passé à la commission ainsi que le temps de transport pour se rendre à la commission seront considérés comme du temps de travail effectif et les frais de déplacement et d’hébergement engagés par les membres de la commission concernée seront à la charge de l’entreprise au sein de laquelle la négociation de l’accord à valider s’est déroulée.

## **Article 9**

### *Examen, délai et décision*

Conformément à l’article L. 2232-21 du code du travail, la commission paritaire de branche se prononce à l’issue de la réunion sur la validité des accords qui lui sont présentés.

Toutefois, si les membres le jugeaient nécessaire, la commission tiendrait une seconde réunion.

En tout état de cause, la décision doit intervenir dans le délai de 4 mois qui suit la réception du dossier complet au secrétariat de la commission.

A défaut de décision dans le délai de 4 mois qui suit la transmission de l’accord à la commission paritaire de branche susvisée, celui-ci est réputé validé.

Pour chaque accord qui lui est présenté, la commission rend, conformément aux dispositions légales, une décision motivée :

- de validation, dans l’hypothèse où l’accord est conforme à toutes les dispositions législatives, réglementaires ou conventionnelles, et qu’il a été satisfait aux formalités prévues au présent accord ;



– de non-validation dans le cas contraire.

La validation est acquise dès lors que la FEDENE, d'une part, et les organisations syndicales représentatives, d'autre part, ont émis un avis favorable de validation.

En ce qui concerne la FEDENE, l'avis favorable sera rendu à la majorité de ses membres.

En ce qui concerne les organisations syndicales représentatives, l'avis sera rendu conformément aux dispositions de l'article L. 2232-6 du code du travail.

### **Article 10**

#### *Notification*

La décision prise par la commission est notifiée par lettre recommandée avec avis de réception à la partie qui a saisi la commission et par lettre simple aux membres de la commission dans un délai de 15 jours calendaires à partir de la date de la réunion.

Cette notification est accompagnée d'une copie de l'accord examiné.

### **Article 11**

#### *Adhésions ultérieures*

Toute organisation syndicale représentative dans le champ d'application du présent accord qui ne serait pas signataire dudit accord pourra y adhérer ultérieurement dans les conditions prévues par le code du travail. Elle devra également en informer par lettre recommandée toutes les autres parties.

### **Article 12**

#### *Dépôt et publicité*

Le présent avenant sera, conformément aux dispositions de l'article L. 2231-5 du code du travail, notifié aux organisations syndicales représentatives.

Il fera l'objet d'un dépôt auprès des services centraux du ministère chargé du travail et auprès du secrétariat-greffe du conseil de prud'hommes de Paris dans les conditions définies par les articles L. 2231-6 et D. 2231-2 du code du travail. Il fera également l'objet d'une demande d'extension dans les conditions fixées par les articles L. 2261-24 et suivants du code du travail.

### **Article 13**

#### *Entrée en vigueur*

Le présent accord, conclu pour une durée indéterminée, entrera en vigueur le jour qui suit son dépôt.

Fait à Paris, le 5 septembre 2014.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

#### **Organisation patronale :**

FEDENE.

#### **Syndicats de salariés :**

FNCB CFDT ;

SNCH CFE-CGC.

## ANNEXE

### VALIDATION DES ACCORDS CONCLUS DANS LES ENTREPRISES DÉPOURVUES DE DÉLÉGUÉS SYNDICAUX

---

#### **Liste des organisations syndicales représentatives <sup>(1)</sup>**

Fédération nationale des salariés de la construction et du bois CFDT, 47-49, avenue Simon-Bolivar, 75950 Paris Cedex 19.

Fédération chimie, mines, textile, énergie CFTC, 128, avenue Jean-Jaurès, 93500 Pantin.

Syndicat national du chauffage et de l'habitat (SNCH), affilié à la fédération Enermine CFE-CGC, 59-63, rue du Rocher, 75008 Paris.

Fédération nationale des salariés de la construction du bois et de l'ameublement CGT, case 413, 263, rue de Paris, 93514 Montreuil Cedex.

Fédération générale Force ouvrière, 170, avenue Parmentier, CS 20006, 75479 Paris Cedex 10.

Fédération des services énergie environnement (FEDENE), 28, rue de la Pépinière, 75008 Paris.

---

(1) En vertu du décret du 12 juin 2013 fixant la liste des organisations syndicales reconnues représentatives dans la convention collective des ouvriers, employés, techniciens et agents de maîtrise de l'exploitation d'équipements thermiques et de génie climatique.

Brochure n° 3042

Conventions collectives nationales

**ÉQUIPEMENTS THERMIQUES**

IDCC : 998. – **Exploitation d'équipements thermiques  
et de génie climatique  
(Ouvriers, employés, techniciens et agents de maîtrise)**

IDCC : 1256. – **Entreprises de gestion d'équipements thermiques et de climatisation  
(Cadres, ingénieurs et assimilés)**

---

ACCORD DU 5 SEPTEMBRE 2014

RELATIF À LA COMMISSION DE VALIDATION DES ACCORDS D'ENTREPRISE

NOR : ASET1451178M

IDCC : 1256

PRÉAMBULE

Les signataires du présent accord :

Rappellent que le présent accord s'inscrit dans le prolongement des dispositions des articles 6 « Droit syndical et liberté d'opinion » et 7 « Délégués du personnel et comités d'entreprise » de la convention collective rappelée ci-dessus ainsi que de l'accord sur le dialogue social conclu le 18 mai 2006 ;

Réaffirment l'importance qu'ils attachent au dialogue social et à la négociation collective avec l'ensemble des organisations syndicales représentatives dans le champ d'application de la convention collective précitée ;

Soulignent plus particulièrement leur volonté de favoriser le dialogue social et de développer les négociations dans toutes les entreprises de la branche afin de permettre à tous les salariés de participer plus étroitement à la vie de l'entreprise ;

Rappellent que la loi du 20 août 2008 portant rénovation de la démocratie sociale a fixé de nouvelles règles permettant à la représentation élue du personnel, en l'absence de délégué syndical, de pouvoir négocier et conclure des accords collectifs de travail ;

Soulignent que ces accords ne peuvent porter que sur des mesures dont la mise en œuvre est subordonnée par la loi à un accord collectif (art. L. 2232-21 du code du travail), à l'exception des accords collectifs mentionnés à l'article L. 1233-21 ;

Rappellent également que l'article L. 2232-21 du code du travail stipule notamment que la commission paritaire de branche se prononce sur la validité des accords qui lui sont présentés ;

Constatent qu'aucun accord de branche ne permet à la représentation élue du personnel de conclure de tels accords en l'absence de délégués syndicaux.

En conséquence, les signataires du présent accord conviennent de mettre en place une commission paritaire nationale de validation dont le rôle, la mission, la composition, les pouvoirs et l'organisation sont définis comme suit.

## **Article 1<sup>er</sup>**

### *Champ d'application*

Le présent accord s'applique aux entreprises qui relèvent de la convention collective des cadres, ingénieurs et assimilés des entreprises de gestion d'équipements thermiques et de climatisation.

## **Article 2**

### *Rôle de la commission*

La commission a pour rôle d'examiner si les accords conclus en l'absence de délégués syndicaux dans l'entreprise ou l'établissement dans les entreprises de moins de 200 salariés ou de délégué du personnel désigné comme délégué syndical dans les entreprises de moins de 50 salariés en application des articles L. 2232-21 et suivants du code du travail peuvent être validés.

Dans ce cadre, conformément à l'article L. 2232-22 du code du travail, elle est appelée à contrôler que l'accord collectif qu'elle est invitée à examiner est conforme aux dispositions législatives, réglementaires ou conventionnelles applicables.

## **Article 3**

### *Composition de la commission*

La commission paritaire nationale, présidée par le président de la commission sociale de la FEDENE ou par son représentant, est composée :

- d'un membre de chaque organisation syndicale de salariés représentative dans le champ d'application de la convention collective précitée parmi les deux représentants désignés par chacune d'elles ;
- d'un nombre au plus égal de représentants de la FEDENE.

Si un membre de la commission fait partie de l'entreprise dans laquelle l'accord collectif soumis à validation a été conclu, ce membre ne peut pas siéger à la réunion de la commission lors de l'examen de cet accord.

## **Article 4**

### *Secrétariat de la commission*

Le secrétariat de la commission est situé au siège de la FEDENE et assuré par elle.

Les noms et coordonnées des membres de la commission lui sont transmis par les instances qui les ont désignés.

## **Article 5**

### *Information des organisations syndicales représentatives dans la branche*

Conformément aux dispositions de l'article L. 2232-21 du code du travail, l'employeur informe les organisations syndicales représentatives dans la branche de sa décision d'engager des négociations. Cette information doit se faire par lettre recommandée avec avis de réception adressée aux organisations syndicales représentatives au plan national citées en annexe, dans un délai de 15 jours calendaires avant l'ouverture de la négociation. Elle doit indiquer l'objet de la négociation.

## **Article 6**

### *Saisine de la commission*

La saisine de la commission est effectuée par la partie la plus diligente dans les formes prévues par la loi du 20 août 2008, par lettre recommandée adressée au secrétariat de la commission accompagnée du dossier constitué des éléments récapitulés ci-dessous :

- une copie de la lettre d'information préalable rappelée à l'article 5 ci-dessus ;
- une copie de l'avis de réception de la lettre d'information préalable ;
- un document indiquant l'effectif de l'entreprise calculé selon les règles fixées par l'article L. 1111-2 du code du travail ;
- un exemplaire de l'original de l'accord soumis à validation en version papier indiquant sa date de signature et un exemplaire en version numérique ;
- le double du formulaire Cerfa de procès-verbal des dernières élections des représentants du personnel ayant conclu l'accord et, le cas échéant, le procès-verbal de carence aux dernières élections du comité d'entreprise ;
- les nom et adresse de l'entreprise, la nature de l'instance représentative au sein de laquelle l'accord a été signé.

## **Article 7**

### *Convocation de la commission*

Dès lors que le dossier est complet, le secrétariat de la commission adresse aux représentants de chaque organisation syndicale de salariés représentative dans le champ d'application de la convention collective précitée et à leur fédération nationale :

- au plus tôt une lettre indiquant la date fixée pour la tenue de la commission ;
- au moins 3 semaines calendaires avant cette date le dossier complet tel que défini à l'article 6.

## **Article 8**

### *Temps passé et remboursement des frais engagés*

Le représentant et son remplaçant bénéficieront d'un temps de préparation de 1 demi-journée.

Ce temps de préparation, le temps passé à la commission ainsi que le temps de transport pour se rendre à la commission seront considérés comme du temps de travail effectif et les frais de déplacement et d'hébergement engagés par les membres de la commission concernée seront à la charge de l'entreprise au sein de laquelle la négociation de l'accord à valider s'est déroulée.

## **Article 9**

### *Examen, délai et décision*

Conformément à l'article L. 2232-21 du code du travail, la commission paritaire de branche se prononce à l'issue de la réunion sur la validité des accords qui lui sont présentés.

Toutefois, si les membres le jugeaient nécessaire, la commission tiendrait une seconde réunion.

En tout état de cause, la décision doit intervenir dans le délai de 4 mois qui suit la réception du dossier complet au secrétariat de la commission.

A défaut de décision dans le délai de 4 mois qui suit la transmission de l'accord à la commission paritaire de branche susvisée, celui-ci est réputé validé.

Pour chaque accord qui lui est présenté, la commission rend, conformément aux dispositions légales, une décision motivée :

- de validation, dans l'hypothèse où l'accord est conforme à toutes les dispositions législatives, réglementaires ou conventionnelles, et qu'il a été satisfait aux formalités prévues au présent accord ;

– de non-validation dans le cas contraire.

La validation est acquise dès lors que la FEDENE, d'une part, et les organisations syndicales représentatives, d'autre part, ont émis un avis favorable de validation.

En ce qui concerne la FEDENE, l'avis favorable sera rendu à la majorité de ses membres.

En ce qui concerne les organisations syndicales représentatives, l'avis sera rendu conformément aux dispositions de l'article L. 2232-6 du code du travail.

## **Article 10**

### *Notification*

La décision prise par la commission est notifiée par lettre recommandée avec avis de réception à la partie qui a saisi la commission et par lettre simple aux membres de la commission dans un délai de 15 jours calendaires à partir de la date de la réunion.

Cette notification est accompagnée d'une copie de l'accord examiné.

## **Article 11**

### *Adhésions ultérieures*

Toute organisation syndicale représentative dans le champ d'application du présent accord qui ne serait pas signataire dudit accord pourra y adhérer ultérieurement dans les conditions prévues par le code du travail. Elle devra également en informer par lettre recommandée toutes les autres parties.

## **Article 12**

### *Dépôt et publicité*

Le présent avenant sera, conformément aux dispositions de l'article L. 2231-5 du code du travail, notifié aux organisations syndicales représentatives.

Il fera l'objet d'un dépôt auprès des services centraux du ministère chargé du travail et auprès du secrétariat-greffe du conseil de prud'hommes de Paris dans les conditions définies par les articles L. 2231-6 et D. 2231-2 du code du travail. Il fera également l'objet d'une demande d'extension dans les conditions fixées par les articles L. 2261-24 et suivants du code du travail.

## **Article 13**

### *Entrée en vigueur*

Le présent accord, conclu pour une durée indéterminée, entrera en vigueur le jour qui suit son dépôt.

Fait à Paris, le 5 septembre 2014.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

### **Organisation patronale :**

FEDENE.

### **Syndicats de salariés :**

FNCB CFDT ;

SNCH CFE-CGC.

## ANNEXE

### VALIDATION DES ACCORDS CONCLUS DANS LES ENTREPRISES DÉPOURVUES DE DÉLÉGUÉS SYNDICAUX

---

#### **Liste des organisations syndicales représentatives <sup>(1)</sup>**

Fédération nationale des salariés de la construction et du bois CFDT, 47-49, avenue Simon-Bolivar, 75950 Paris Cedex 19.

Fédération chimie, mines, textile, énergie CFTC, 128, avenue Jean-Jaurès, 93500 Pantin.

Syndicat national du chauffage et de l'habitat (SNCH), affilié à la fédération Enermine CFE-CGC, 59-63, rue du Rocher, 75008 Paris.

Fédération nationale des salariés de la construction du bois et de l'ameublement CGT, case 413, 263, rue de Paris, 93514 Montreuil Cedex.

Fédération générale Force ouvrière, 170, avenue Parmentier, CS 20006, 75479 Paris Cedex 10.

Fédération des services énergie environnement (FEDENE), 28, rue de la Pépinière, 75008 Paris.

---

(1) En vertu du décret du 12 juin 2013 fixant la liste des organisations syndicales reconnues représentatives dans la convention collective nationale des cadres, ingénieurs et assimilés des entreprises de gestion d'équipements thermiques et de climatisation.

---

Directeur de la publication : Yves Struillou

165140460-001214

Direction de l'information légale et administrative

ISSN en cours

---